

# *Du Yiddishland à Eretz-Israël, de la Pologne à la Palestine*

---

**Unique mouvement social juif à avoir abouti et, par conséquent, longtemps le seul à même de maîtriser l'orientation de l'historiographie juive moderne, le mouvement sioniste, dans ses diverses composantes, ne fut pourtant pas le seul à œuvrer sur le terrain de la réappropriation identitaire et de l'émancipation. Mais le discours et la praxis sionistes sont apparus dans un champ social caractérisé par des conditions propres à l'Europe orientale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces conditions allaient marquer profondément le modèle culturel des immigrants juifs en Palestine et, par voie de conséquence, leurs pratiques à l'égard des autochtones palestiniens.**

---

PAR PASCAL FENAUX

Si, d'une part, la diplomatie des puissances coloniales de l'époque et, d'autre part, les projections propres aux communautés juives d'Europe occidentale ont évidemment pesé de tout leur poids dans le destin de la Palestine et du mouvement sioniste, il n'en reste pas moins que, en dernier ressort, c'est le modèle culturel des colons et immigrants juifs sionistes, largement originaires d'Europe orientale, qui a façonné les représentations et les orientations d'un *yishouv*<sup>1</sup> dirigé par l'aile travailliste de la communauté des immigrants-colons.

Pour évident qu'il soit, ce constat n'a pour autant jamais été exempt de polémique. D'une part, caractérisé par une profonde aversion envers la diaspora<sup>2</sup> et une conviction inébranlable quant à l'antisémitisme atavique des sociétés chrétiennes, le discours sioniste a privilégié la vision de communautés juives *objets* de l'Histoire et, ce faisant, a occulté paradoxalement la genèse du sionisme, un sionisme né, précisément, des capacités d'action sociale de cette même diaspora.

<sup>1</sup> Littéralement « assise », « peuplement ». Terme définissant la population juive de Palestine. Avec l'avènement du mouvement sioniste et les débuts de l'immigration, ce terme désigne la communauté sioniste des colons.

<sup>2</sup> Arthur Hertzberg, « Pour un sionisme sans messie », *Ha'Aretz*, 8 août 1997.

D'autre part, en « recueillant » les fruits amers de la Shoah, les dirigeants sionistes passeront par pertes et profits l'héritage d'autres mouvements juifs d'émancipation, tant libéraux que sociaux-démocrates. Cette amnésie institutionnalisée sera d'autant plus aisée que les bases sociales de ces mouvements auront soit péri lors du génocide commis par l'Allemagne nazie, soit émigré en masse sur le continent américain, soit perdu des cadres culturels éliminés par la Russie stalinienne. Amnésie d'autant plus aisée et logique que la tragédie juive européenne sera venue en quelque sorte confirmer la vision du monde profondément pessimiste des précurseurs du mouvement sioniste<sup>3</sup> et des partisans du « Retour à Sion ».

### UNE PATRIE JUIVE DÉCOMPOSÉE

Au départ était donc le *Yiddishland*, le « pays juif ». C'est par ce terme générique et anachronique que l'historiographie contemporaine définit le tissu serré de communautés juives urbaines et rurales éparpillées sur le territoire de l'ancienne Pologne médiévale, à savoir les actuelles Pologne, Lituanie, Biélorussie et Ukraine. Le *Yiddishland* s'est cristallisé au rythme des stratégies de développement de la noblesse polonaise et du reflux de celles-ci<sup>4</sup>. Il s'est également caractérisé par une organisation quasi nationale longtemps représentée par des communautés fédérées sous un Conseil des Quatre Pays et une production culturelle interne, symbolique et pratique entre deux langues endogènes : le yiddish et l'hébreu. Au terme de développements s'étalant sur huit siècles, ce « pays juif » va entrer en crise lorsque son secteur rural subira les foudres de révoltes paysannes et cosaques qui accéléreront un processus de différenciation entre un judaïsme litvak (lituanien et biélorusse) fondamentalement urbain et patricien, et un judaïsme poliak (polonais et ukrainien) largement rural et dépendant. Dans un second temps, le *Yiddishland* se disloquera à la suite d'un exode rural massif provoqué par l'instauration, sous l'occupation russe, d'une « zone de résidence » et une vague d'expulsions qui débouchera sur une concentration des Juifs dans les grandes villes (quand la résidence y est autorisée) et les *shtetlekh*<sup>5</sup>.

En Lituanie et dans le nord-ouest de la Pologne, la traditionnelle prédominance démographique et économique des communautés juives dans des villes comme Vilnius, Bialystok ou Minsk leur permet de s'intégrer à un nouvel ordre économique fondé sur l'industrialisation et la concentration de la main-d'œuvre dans des entreprises de grande dimension, même si cette industrialisation se traduit évidemment par

<sup>3</sup> Tom Segev, *Le septième million*, Liana Levi, Paris, 1993.

<sup>4</sup> Simon Dubnov, *Histoire moderne du peuple juif. 1789-1938*, Paris, éditions du Cerf, 1994 (réédition posthume de l'édition de 1933). Rachel Értel, *Le shtetl. La bourgade juive de Pologne*, Paris, Payot, 1982.

<sup>5</sup> Pluriel de *shtetl* (« villette »), terme yiddish désignant les bourgades majoritairement ou intégralement juives.

une large paupérisation. Mais, à l'inverse, dans le reste du Yiddishland, un double phénomène se produit. Tout d'abord, en Pologne, des centaines de milliers de Juifs sont emportés dans un vaste mouvement d'urbanisation, la plupart d'entre eux étant des rescapés de pogroms perpétrés dans le sud de la Pologne et en Ukraine. Dans ces villes, les Juifs doivent affronter des mesures ségrégationnistes radicales imposées par le patronat et le prolétariat polonais, des mesures leur interdisant l'accès à l'industrie mécanisée et les confinant dans des dizaines de milliers d'ateliers. D'autre part, en Ukraine, les shtetlekh se retrouvent géographiquement éloignés des nouvelles voies de communication, juridiquement exclus des nouveaux centres industriels de Kiev et de la mer Noire (Odessa, Kichinev) et, enfin, coupés de leur ancien hinterland agricole suite à l'exode massif de la paysannerie slave *chrétienne* vers les villes. Loin de se dissoudre, les shtetlekh vont s'affirmer comme lieux clés de socialisation et de reformulation identitaire.

## **SOCIALISME DÉMOCRATIQUE VERSUS SOCIALISME NATIONAL**

La meilleure résistance des communautés juives du Nord aux pratiques ségrégationnistes chrétiennes tranche avec ce qui apparaît a posteriori comme l'inéluctable expulsion des masses juives hors du circuit économique des actuelles Pologne, Ukraine et Biélorussie. Cet état de fait aura des conséquences d'autant plus sensibles sur les redéfinitions identitaires juives que, dans les sociétés industrialisées de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'entreprise manufacturière occupe une position centrale dans la structuration des groupes sociaux, bien au-delà des leurs activités économiques.

Ainsi, dans les centres industriels de Lituanie et, dans une moindre mesure, de Biélorussie, là où les communautés juives et leur population ouvrière sont majoritaires, diverses formulations politiques vont voir le jour. Outre le développement d'un nationalitarisme juif non territorial axé sur l'idée d'autonomie culturelle et professé par des intellectuels libéraux comme l'historien yiddishisant Simon Doubnov et son Yidishe Folkspartei (Parti du peuple juif), un grand courant social-démocrate va émerger et se structurer autour de l'Algemeyner Yidisher Arbeter Bund in Lite, Poyln un Rusland (Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, Pologne et Russie), plus connu sous le nom de Bund. Tout d'abord de stricte obédience marxiste, ce mouvement va devoir intégrer dans son discours et dans ses pratiques l'identité profondément juive et yiddishophone de sa base et s'ouvrir aux revendications d'autonomie nationale pour un peuple juif dépositaire, au même titre que les autres collectivités nationales, de la terre et du destin d'une Europe orientale pluriethnique et pluriculturelle.

Par contre, la position sociale particulière des masses juives des villes et des shtetlekh du reste du Yiddishland, exclues de l'industrie naissante et entraînés dans une émigration de masse vers l'Amérique, va déboucher sur la formation d'un mouvement ouvrier à coloration plus nettement nationaliste, le sionisme travailliste. Ce sionisme va

définir sa base sociale comme étant *le* peuple juif, un peuple dont les structures sociales seraient déformées par la forte proportion de commerçants paupérisés et confinés par la concurrence « nationale » (c'est-à-dire les travailleurs non juifs) dans des secteurs obsolètes. Des théoriciens comme Ber Borokhov ou Nahman Syrkin préconiseront ainsi la renaissance nationale du peuple juif par l'émigration vers une *Eretz-Israël*<sup>6</sup> non industrialisée et, concession obligée à la vulgate marxiste, où les Juifs n'auront pas à affronter la concurrence d'un prolétariat non juif.

## LE SIONISME COMME RÉAPPROPRIATION DE L'EXCLUSION

La force du sionisme va résider dans sa capacité à valoriser et à se réapproprier une série de pratiques de rupture éprouvées dans le quotidien de l'Europe orientale. Première rupture, l'émigration outre-Atlantique<sup>7</sup>, une émigration que la thématique sioniste va mobiliser par l'idée du retrait des Juifs hors des sociétés européennes et de leur rassemblement en Palestine. Autre rupture, la rupture dogmatique incarnée par le hassidisme<sup>8</sup> et centrée sur la valorisation du travail communautaire et de l'expérience physique. Le pessimisme théorique affiché par le mouvement sioniste se fonde sur la réalité d'une Europe orientale marquée par la lutte pour le travail opposant travailleurs chrétiens et juifs, lutte articulée sur la volonté des collectivités nationales majoritaires de s'émanciper des tutelles impériales et d'édifier des espaces nationaux exclusifs. De cette lutte découleront des pratiques de rupture en Europe orientale (conflits violents se concluant au mieux par la négociation de quotas d'embauche avec les syndicats chrétiens) et en Palestine (aménagement par la force d'un « marché du travail » national, c'est-à-dire exclusivement juif). Ces modalités de rupture se doubleront de pratiques d'autodéfense développées dans le climat des pogroms du Sud ukrainien au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

Ainsi, parmi d'autres discours, les communautés juives russo-polonaises vont projeter leurs luttes sociales dans un espace lointain et religieusement valorisé, la Palestine ou Eretz-Israël. D'abord des intellectuels animés par l'idéal religieux moderne de l'Amour de Sion (*Hibbat Tziyyon*), ensuite des *shtetlnikes* « déclassés », les émigrants sionistes vont, avec l'aide d'organismes fonciers comme la P.I.C.A. (Palestine Jewish Colonization Association) ou le Fonds national juif (K.K.L.) sioniste, acquérir des terres sur lesquelles seront bâties les premières

<sup>6</sup> En hébreu, la « Terre d'Israël », le « Pays d'Israël », c'est-à-dire la Palestine des deux côtés du Jourdain. Aujourd'hui encore, la Palestine mandataire est toujours appelée « Eretz-Israël occidentale ».

<sup>7</sup> Entre 1880 et 1929, avant l'ère hitlérienne, 3 975 000 Juifs fuiront le Yiddishland, seuls 120 000 d'entre eux s'installant en Palestine. Arthur Ruppin, *Les Juifs dans le monde moderne*, Payot, Paris, 1934, p. 24.

<sup>8</sup> De l'hébreu *hassidout* (« piété »). Mouvement charismatique profondément enraciné dans le terroir méridional de l'ancienne Pologne et se distinguant d'un judaïsme orthodoxe, agent de rationalisation économique et porteur d'une culture patricienne.

colonies, opérations facilitées par les réformes introduites par l'Empire ottoman dans le code de propriété foncière, mais, déjà, contestées par la paysannerie palestinienne<sup>9</sup>. Très vite, ces colonies vont péricliter et être reprises en main par l'administration du baron français de Rothschild. Les travailleurs agricoles juifs ne parvenant pas à concurrencer des saisonniers palestiniens moins couteux et plus qualifiés, ces colonies acquerront peu à peu un profil « classique » en employant une nette majorité d'autochtones.

## SIONISME TRAVAILLISTE ET COLONISATION DE PEUPEMENT EN PALESTINE

Avec la deuxième *Aliyya*<sup>10</sup>, qui débute en 1904-1905, débarquent des immigrants juifs imprégnés de socialisme agrarien, de socialisme national et de nationalisme organique<sup>11</sup>. Ces derniers doivent se résoudre à confronter l'abstraction de l'utopie sioniste à la réalité d'une Palestine fondamentalement arabe et à la réalité d'un « colonialisme classique<sup>12</sup> ». En effet, dans les vingt colonies alors existantes, mille colons emploient trois mille Palestiniens, contre seulement cinq-cents Juifs<sup>13</sup>. Sous la houlette de deux partis fondés dans la colonie de Petah-Tikva<sup>14</sup>, Ahdout Ha-Avoda (« Unité du travail ») emmenée par le jeune David Gryn (Ben Gourion) et Ha-Poël Ha-Tzair (« Le jeune ouvrier »), dirigé par Aharon-David Gordon et Haïm Arlosoroff, l'aile travailliste<sup>15</sup> du mouvement sioniste va, sous le couvert d'un jargon marxiste à ce point opaque qu'il disparaîtra peu à peu des discours, se réapproprier des méthodes éprouvées en Europe orientale. Des méthodes par lesquelles les ouvriers slaves chrétiens excluaient les autochtones juifs de la concentration industrielle, méthodes auxquelles, dans un contexte antisémite aigu, les organisations ouvrières juives (sionistes ou social-démocrates) répondaient par le contre-boycottage et l'autodéfense.

<sup>9</sup> Mordekhaï Eliav, *Sefer Ha-Aliyya Ha-Rishona. Kerekh Shenî : Téoudot, Biografiyyot ou-Bibliografiyya* (« Livre de la Première Aliyya. Vol. II : Documents, biographies et bibliographie »), Sifriyya le-Toldot Ha-Yshouv be-Eretz-Israël, ministère de la Défense, Jérusalem, 1982.

<sup>10</sup> « Montée », « Ascension ». Désigne chaque grande vague d'émigration vers la Palestine.

<sup>11</sup> Zeev Sternhell, *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et socialisme*, Fayard (collection « L'espace du politique »), Paris, 1996.

<sup>12</sup> Nathan Weinstock, « Le mouvement ouvrier juif en Palestine avant 1914 », *Revue d'études palestiniennes*, n° 12, 1984, p. 51-63.

<sup>13</sup> David Ben Gourion, *Di Histadrout in Kamf un Boyen. An Entfer di Gegner fun dem organizirtn yidishn Arbeter in Erets-Yisroël* (« La Histadrout : combat et édification. Une réponse aux adversaires du travailleur juif organisé en Eretz-Israël »), Lige farn arbetendn Erets-Yisroël, New York, 1933, p. 15.

<sup>14</sup> Fondée en 1878 sur les terres du village palestinien de Moulabbis (absorbé par l'urbanisation dans les années vingt), cette colonie « classique » employait une écrasante majorité d'ouvriers agricoles palestiniens.

<sup>15</sup> En 1930, Ahdout Ha-Avoda et Ha-Poël Ha-Tzair fusionnent au sein d'un Mapai (Parti ouvrier d'Eretz-Israël) dirigé de main de fer par David Ben Gourion jusqu'en 1968, date de création de l'actuel Parti travailliste.

En Palestine, les immigrants sionistes vont, par la force si nécessaire, imposer aux employeurs et administrateurs juifs l'emploi d'une main-d'œuvre exclusivement juive et l'exclusion, *de facto* ou *de jure*, de la main-d'œuvre palestinienne. Outre les « groupes d'autodéfense » et les colonies collectivistes (kvoutza, kibboutz et moshav), l'institution clé dans cette conquête d'un marché du travail exclusivement juif sera la Histadrout, l'« Organisation générale des travailleurs hébreux en Eretz-Israël<sup>16</sup> » fondée en 1920 dans la ville industrielle de Haïfa. La Histadrout imposera des règles *collectives* d'embauche et d'échanges de « groupements de travail » (*kibboutzé avoda*) *juifs* et *affiliés* à cette centrale syndicale particulière.

Ce faisant, une entité politique et économique « erez-israélienne » va se dessiner bon an mal an au cœur d'une Palestine arabe en voie de bouleversement intégral. Sans la création-conquête d'un marché du travail purement juif et « imperméabilisé » par rapport à son « environnement de travailleurs bon marché » et à la « propagation du travail arabe<sup>17</sup> », jamais l'État d'Israël en gestation ne serait devenu un État juif. Cet État n'aurait jamais été qu'une structure « ethnocratique » organisant la cohabitation entre une minorité immigrante juive et une majorité autochtone arabe.

L'activisme des *haloutzim* (« pionniers ») va longtemps bénéficier du soutien de la Grande-Bretagne qui, forte d'un mandat sur la Palestine octroyé en 1920 par la Société des Nations, entend bien appliquer les termes de la déclaration Balfour<sup>18</sup>, « contrat » passé entre le secrétaire au Foreign Office Lord Balfour, et le dirigeant sioniste britannique Lord Rothschild. Conséquents par rapport à leur idéologie nationale, les responsables sionistes n'entendront pas se contenter d'un « foyer » mais consolideront un espace juif pratiquement exclusif dans les villes, dans l'industrie naissante et, surtout, dans les campagnes. Là-bas, malgré l'extrême faiblesse de la présence juive, les vastes domaines achetés et les villages arabes démembrés par le Fonds national juif deviendront autant d'enclaves dont l'extraterritorialité sera assurée par la mise sur pied de milices d'autodéfense « activistes » telles que le Ha-Shomer (« Le Gardien »)<sup>19</sup>, la Haganah (« Défense ») et surtout le Palmah (acronyme de Plouggot Mahatz ou « Groupes de choc »), un organe qui fonctionnera à plein pendant la guerre de 1948.

<sup>16</sup> *Ha-Histadrout Ha-Klalit shel Ha-Ovdim Ha-Ivriim be-Eretz-Israël.*

<sup>17</sup> David Ben Gourion, *op. cit.*

<sup>18</sup> Dans ce texte rédigé en novembre 1917, la Grande-Bretagne s'engage en faveur de l'établissement d'un « Foyer national juif » en Palestine, « étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des collectivités non juives », c'est-à-dire des collectivités palestiniennes (chrétiennes et musulmanes) représentant 90 % de la population.

<sup>19</sup> Le slogan du Ha-Shomer était « Ba-dam va-esh Yehouda naflah, ba-dam va-esh Yehouda takoum » (« Par le sang et par le feu, la Judée est tombée ; par le sang et par le feu, la Judée renaitra »).

## D'UNE EXCLUSION L'AUTRE

Ces organisations armées, les unes reconnues par la puissance mandataire, les autres clandestines, seront nécessaires pour faire face aux premières « jacqueries » des Palestiniens. Ces révoltes, tournant par endroits au massacre, seront d'abord déclenchées par la décision britannique d'appliquer la déclaration Balfour. Elles répondront ensuite à diverses vagues d'acquisitions de terres opérées sous la protection de l'armée mandataire, telle celle du Marj Ibn Amr (aujourd'hui Emek Yizreël) au terme de laquelle une vingtaine de villages palestiniens sont expropriés et vidés de leurs 15 000 habitants<sup>20</sup>. Les statuts du Fonds national juif (K.K.L.), organisme foncier sioniste opérant sous la houlette de l'Agence juive, stipulent en effet que les terres achetées sont « propriété inaliénable du peuple juif », que les colons s'engagent à n'employer que de la main-d'œuvre juive et, enfin, que la terre doit être livrée vide de ses habitants<sup>21</sup>. Ces révoltes déboucheront enfin, de 1936 à 1939, sur une insurrection palestinienne réprimée conjointement par l'armée britannique et les organisations militaires sionistes.

Dans ces conditions, et vu les pratiques développées par les pionniers, les autochtones palestiniens seront perçus et représentés comme des étrangers, des concurrents, un « environnement inculte et bon marché », une abstraction extérieure, un obstacle à l'intérieur de l'espace « convoité ». Ainsi, dans un article consacré en 1972 à la genèse de Tel-Aviv, ville juive créée à côté de la Jaffa palestinienne, on peut encore lire : « Entre les années 1920 et 1948, l'expansion de la ville [est] gênée à l'est et au sud par les villages arabes de Summeil, Salama, etc., et par leur ceinture de plantations<sup>22</sup>. » Extériorisation pratique et théorique préalable à l'exode palestinien<sup>23</sup> de 1948, cette perception structurera fortement la nouvelle génération des Sabras<sup>24</sup>, des Juifs erez-tz-israéliens qui ne seront pas censés connaître d'Arabes et les considéreront comme faisant partie de l'ordre de la nature<sup>25</sup>, nature « contre laquelle le combattant hébreu [devra] lutter sans haine mais avec distance<sup>26</sup> », ce qui n'empêchera pas, paradoxalement, ces Sabras d'arabiser leurs attitudes et l'hébreu moderne forgé en

<sup>20</sup>Nathan Weinstock, *Le sionisme contre Israël*, Cahiers libres Maspero, 1969, p. 135. Abdul-Wahab Kayyali, *Histoire de la Palestine (1896-1940)*, L'Harmattan, Paris, 1985.

<sup>21</sup>Ilan Halevi, *Sous Israël, la Palestine*, Le Sycomore, Paris, 1977, p. 130. John Norton Moore, « Excerpt from the British White Paper of 1930 (The Passfield White Paper) », *The Arab-Israeli Conflict*, vol. III, Princeton University Press, 1974, p. 24-28.

<sup>22</sup>Hanna Ram, « Tel Aviv - Jaffa », *Encyclopædia Judaica*, vol. XV, Keter Publishing House, Jérusalem, 1972, p. 922.

<sup>23</sup>Elias Sanbar, *Palestine 1948. L'expulsion*, éditions de Minuit (Livres de la *Revue d'études palestiniennes*), Paris, 1984, p. 28-30.

<sup>24</sup>De l'hébreu *Tzabbar* (« cactus »), acronyme de Tzair-Bari-Raanan (« Jeune-Sain-Fort »). Terme désignant les Juifs nés en Palestine à l'ère du mouvement sioniste.

<sup>25</sup>Voir aussi dans ce dossier l'article-témoignage de Tikva Honig-Parnass.

<sup>26</sup>Baroukh Kimmerling, « Ha-Tzabbarim, dor holekh ve-nikhhad » (« Les Sabras, génération perdue »), *Ha'Aretz*, 15 aout 1997.

Palestine. Les révoltes palestiniennes et les rixes entre colons et paysans<sup>27</sup> seront les seuls moments où les Palestiniens seront perçus autrement qu'en termes d'abstraction économique ou d'obstacle. Logiques, ces confrontations n'en participeront pas moins à la représentation du monde extérieur au périmètre de la colonie comme hostile et au développement d'une *kohanout*, une « culture de la force<sup>28</sup> » dans les rangs des cadres culturels et militaires de l'élite du yishouv.

État hébreu avant la lettre, le yishouv, enclave politique, sociale et économique, se voit doté d'un statut politique et légal distinct du reste de la Palestine. En 1927, la Grande-Bretagne reconnaît une Knesset-Israël dotée d'un parlement (*Assefat Ha-Nivharim*) et d'un exécutif (*Vaad Léoummi*), ce dernier fonctionnant en tandem avec l'exécutif sioniste, instance internationale du mouvement. Les tardives inflexions pro-arabes de la puissance mandataire (régulation et limitations de l'immigration juive et des achats de terres) n'empêcheront toutefois pas la conflagration inévitable entre Juifs et Palestiniens. En 1946, les dirigeants du yishouv, convaincus de leurs choix par la tragédie nazie, déterminés et solidement appuyés de l'extérieur, se préparent à faire accéder à l'indépendance un État juif virtuel représenté en filigrane par un réseau de quelque 300 colonies, l'écrasante majorité de ses ressortissants ayant fui les régimes antisémites d'Europe centrale et s'étant installée dans l'agglomération mixte de Haïfa et les agglomérations des trois colonies urbaines de Tel-Aviv, Netanya et Hadéra. Après l'immigration et la colonisation, il reste aux dirigeants du yishouv à se doter d'une majorité démographique et d'un État.

*Pascal Fenaux*

<sup>27</sup> David Ben Gourion, *op. cit.* David Ben Gourion, *Le Peuple et l'État d'Israël*, Paris, éditions de Minuit, 1959, p. 13-33.

<sup>28</sup> Baroukh Kimmerling, *op. cit.* Pour Sternhell, cette « foi inébranlable en la force » n'est évidemment pas particulière mais plutôt partagée en commun avec les bolcheviks. Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 48.